

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1861>



Militer pour l'élection d'une Assemblée Constituante !

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - La fabrique de l'opinion publique - Le pouvoir -



Date de mise en ligne : lundi 15 mars 2021

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

J'entends vos sous-entendus : « il y a bien d'autres problèmes plus importants qui préoccupent les Français, les crises sanitaire, économique, écologique, crise sociale, ... et leurs conséquences ».

C'est justement pour tout cela qu'il est plus que nécessaire, même vital, de se mobiliser pour, a minima, atténuer les conséquences de ces crises et se préparer à construire un autre futur que celui qui nous est imposé par la pensée unique actuelle.

Car, qui nous a mené dans ces impasses sanitaire, écologique, économique et sociale, si ce n'est une idéologie dominante : le marché, rien que le marché ; ce marché déifié avec ses dogmes et son clergé frappé de pléonexie ; une idéologie initiée par une poignée d'individus (à l'échelle planétaire, il s'agit de 0,1% des plus riches), ces dicastères qui permettent au néolibéralisme d'exercer son pouvoir ordinaire, suprême, plénier, immédiat et universel sur l'ensemble du monde vivant et portée par une armée d'hommes et de femmes politiques, universitaires, experts, lobbyistes, arrivistes et autres épigones naïfs qui n'ont de cesse d'espérer une place au panthéon des crésus ?

Face à cette conception amibienne de l'existence qui phagocyte la démocratie, le peuple est désarmé.

Il n'a d'autres options que celles de se soumettre et donc de subir encore et encore le joug de l'oppression morale et physique de cette pensée unique ou de se révolter dans la crainte de perdre le peu qu'il a.

Aujourd'hui, le peuple temporise, mais demain, il se soulèvera.

Que l'on me comprenne bien. Je ne suis pas en train d'inciter les gens à l'insurrection. Je fais simplement le constat de la situation sociale actuelle, en France, naturellement.

La révolte est en cours. En réalité, je devrais dire : des révoltes sont en cours. Car, ils en existent plusieurs, de formes et d'intensités différentes.

Des révoltes épisodiques, parfois spectaculaires car elles embrasent des quartiers entiers de grandes villes (Lyon, Grenoble, Strasbourg, Nantes, ...) mais souvent tues, passées sous le boisseau, car insuffisamment télévisuelles, sauf lorsqu'elles proposent des images spectaculaires de voitures incendiées ou l'attaque, à coups de mortier, des représentants de la république.

Il s'agit généralement de réactions de trafiquants de drogues courroucés de voir les forces de l'ordre investir leurs territoires.

Des révoltes plus spectaculaires, car initiées par des citoyens, ordinaires, en colère (ex : les GJ), malheureusement trop rapidement récupérées par des groupuscules n'ayant d'autres motivations que d'en découdre avec le pouvoir en place. Trop souvent disparates et dispersées, elles finissent par s'estomper engendrant une amertume qui obscurcit davantage l'horizon d'une démocratie apaisée.

Enfin, des révoltes plus sourdes, souvent attisées par des idéologies politiques vieillissantes en quête de renouveau, des révoltes prenant leur force dans la volonté de quelques gourous à fragmenter l'esprit républicain afin d'instaurer

leur vision communautariste de la société.

Ainsi, les raisons profondes qui militent pour l'élection d'une assemblée constituante prennent naissance dans ces impasses dans lesquelles les politiques économiques déshumanisées, menées depuis plus de 50 ans, ont conduit la Nation.

C'est au peuple à redéfinir la société dans laquelle il entend vivre. Ce ne sont pas les candidats à l'élection présidentielle qui doivent l'envisager et finalement imposer celle de leurs financeurs, une fois élu.

C'est au peuple, seul, à qui revient le privilège de définir cet avenir et aux hommes politiques de mettre en oeuvre les moyens que la République met à leur disposition pour y parvenir.

Il y a une inversion de paradigme. La politique de la Nation ne doit pas être la chasse gardée des politiciens. C'est au peuple constituant à qui revient cette prérogative.

C'est, également, au peuple de fixer, par la Constitution, les règles incontournables de sa souveraineté. Cela signifie que les représentants élus soient responsables devant les citoyens de leurs actes et décisions. Il est clair que le peuple ne peut se contenter de recouvrer sa souveraineté à chaque élection et qu'entre-temps sa souveraineté lui soit confisquée.

Cela signifie concrètement de repenser l'exercice de la démocratie en France.

Enfin, c'est au peuple de redéfinir la place et le rôle des institutions de la République, l'Assemblée Nationale, le Sénat, le Conseil d'État, le Conseil Constitutionnel, le Conseil Économique, Social et Environnemental. C'est aussi au peuple de fixer le rôle et la place des partenaires sociaux.

Seule l'élection d'une assemblée Constituante permettra à la Nation de retrouver sa puissance et au peuple constituant son pouvoir.